



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Attaque de la mosquée de Bayonne

Question au Gouvernement n° 2347

Texte de la question

ATTAQUE DE LA MOSQUÉE DE BAYONNE

M. le président. La parole est à M. Robin Reda.

M. Robin Reda. Monsieur le Premier ministre, l'État doit être aux côtés des musulmans de France. Il doit être intraitable avec ceux qui veulent empêcher l'exercice d'un culte lorsque celui-ci se pratique dans la tolérance vis-à-vis des autres cultes. L'État doit protéger, dénoncer et réparer les souffrances infligées à nos compatriotes musulmans qui intègrent leur foi et leurs pratiques dans le strict respect des lois de la République.

Nous sommes tous horrifiés par l'attaque de la mosquée de Bayonne, triste illustration de la manière dont les haines se rejoignent et finissent par se confondre : la haine des musulmans et celle que professent des intégristes qui considèrent qu'il existe de mauvais musulmans. Toutes deux ont le même but : affaiblir l'idée qu'il existe un islam compatible avec la République.

Cet affaiblissement est le résultat de l'angélisme et de l'aveuglement. Depuis deux ans et demi, vous ne voulez pas nommer les choses. Pour certains sur vos bancs, nommer les choses, c'est attiser les peurs, les haines, les violences ; dire les problèmes, c'est déjà être coupable. Mais c'est quand on ne nomme pas les choses que l'on est coupable !

En restant muets pendant tout ce temps, vous n'avez pas aidé les musulmans. Vous ne les protégez pas contre les intégristes qui leur expliquent chaque jour qu'ils ne sont pas de bons musulmans lorsqu'ils se conforment aux lois de la République. Vous ne les protégez pas en continuant de financer des associations qui affirment que les musulmans de France sont les victimes d'un néocolonialisme et d'une oppression d'État. Vous ne les protégez pas non plus en laissant des individus qui se targuent d'être leurs porte-parole composer des listes ouvertement communautarisées aux élections municipales. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LR.*)

Allez-vous enfin clarifier votre position sur l'islam et mettre les musulmans de France à l'abri du démon de l'intégrisme et de la violence imbécile de l'extrémisme ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR et parmi les députés non inscrits.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Fabien Di Filippo. Le ministre du communautarisme !

M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur. Au début de votre question, vous avez fait preuve de raison. De la même manière, au début de la présente séance de questions au Gouvernement, nous avons su, face aux stigmatisations et aux emballements, en appeler à un principe de raison.

Oui, l'islam a sa place en France. L'islam est une religion et une culture. Mais pour certains, dans certains cas, c'est aussi un outil politique. C'est contre cet islamisme-là, ce communautarisme-là que nous devons tous nous mobiliser : la représentation nationale, le Gouvernement, mais aussi les musulmans de France, les premiers à combattre pour défendre un islam qui n'est pas politique et ne doit pas l'être. Le Président de la République a d'ailleurs évoqué ce point hier matin avec Dalil Boubakeur, le président du CFCM, le Conseil français du culte musulman.

Dans la seconde partie de votre question, en revanche, vous intentez un procès, bien inutile,...

M. Fabien Di Filippo. Non, fondé !

M. Christophe Castaner, ministre. ...surtout au vu de la politique de lutte contre la radicalisation que nous appliquons depuis dix-huit mois et qui vise à faire en sorte que dans les quartiers où, effectivement, la République a reculé, il n'y ait plus un mètre carré où celle-ci n'ait pas sa place.

M. Thibault Bazin. Ce n'est pas ce que disaient M. Collomb et M. Mézard !

M. Pierre Cordier. Il faut aller sur le terrain !

M. Christophe Castaner, ministre. Ce combat, nous le menons sur la totalité du spectre. Depuis 2018 ont été fermés dans ces quartiers 129 débits de boissons, 12 lieux de culte,...

M. Thibault Bazin. Seulement 12 ?

M. Fabien Di Filippo. C'est ridicule !

M. Christophe Castaner, ministre. ...9 établissements culturels ainsi que 4 écoles – et 15 écoles n'ont pas été autorisées à ouvrir.

Mme Valérie Beauvais et M. Fabien Di Filippo. Et l'imam de Gonesse ?

M. Christophe Castaner, ministre. Nous agissons aussi en profondeur, au niveau économique : à la suite de redressements, 2,5 millions d'euros ont été récupérés par les caisses d'allocations familiales, les CAF, et 12,2 millions par l'union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales, l'URSSAF. Ce combat, nous le menons avec tous les acteurs et de façon interministérielle ; ce combat, il n'avait jamais été mené ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. – Protestations sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à M. Robin Reda.

M. Robin Reda. La semaine dernière, le préfet de la Drôme a eu le courage de porter plainte au nom de l'État contre un individu qui comparait votre gouvernement à celui de Vichy...

M. Jean-Paul Dufrègne. De Pétain !

M. Robin Reda. ...et vous accusait de mener une guerre contre les musulmans. Vous continuez pourtant de financer des associations comme la Fédération des associations de solidarité avec tous-te-s les immigré-e-s – FASTI –, qui justifie les attentats de 2015 au nom de la paupérisation et assimile même nos policiers à des oppresseurs au service de la domination capitaliste ! Cette association touche chaque année des centaines de milliers d'euros versés par l'État. Vérifiez, ligne après ligne ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR. – Mme Emmanuelle Ménard applaudit également.*)

M. Maxime Minot. Alors ?

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Christophe Castaner, ministre. À peine un mois après ma prise de fonction, le 13 novembre 2018, j'ai signé une circulaire visant à associer l'ensemble des acteurs locaux – en particulier les maires – au combat contre la radicalisation.

M. Pierre Cordier. Ce n'était pas la question posée !

M. Christophe Castaner, ministre. Je vous propose que nous le menions ensemble ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur quelques bancs du groupe MODEM.*)

Données clés

Auteur : [M. Robin Reda](#)

Circonscription : Essonne (7^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2347

Rubrique : Ordre public

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [30 octobre 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [30 octobre 2019](#)